



Novembre 2025

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Nom de la personne publique	INSTITUT DE FRANCE 23 quai de Conti 75006 Paris
Représentant du pouvoir adjudicateur et ordonnateur	Le Chancelier de l'Institut de France
Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-46 et 60 ainsi que R. 2391-28 du Code de la commande publique	Le Chancelier de l'Institut de France
Comptable assignataire des paiements	Le comptable public, Receveur des Fondations
Mode de consultation	PROCEDURE ADAPTÉE des articles L.2123-1 et R.2123-1, 4 et 5 du Code la commande publique Contrats réservés en application des articles L 2113-12 à L 2113-14 du Code de la commande publique Accord cadre mono attributaire à bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum annuel en application des articles L2125-1 ; R2162-4-2° ; R2162-13 à R2162-14 et R2191-16 à R2191-19 du Code de la commande publique
Objet	Entretien des espaces verts du domaine de Chaalis dans le cadre d'un chantier d'insertion professionnelle
Numéro du marché/accord cadre	AC25/6-076

SOMMAIRE

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT	3
ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES.....	5
ARTICLE 3. INTERLOCUTEURS.....	5
ARTICLE 4. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	6
ARTICLE 5. PRIX.....	7
ARTICLE 6. MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	10
ARTICLE 7. VÉRIFICATION ET ADMISSION	10
ARTICLE 8. GARANTIE DES PRESTATIONS.....	11
ARTICLE 9. EMISSION DES BONS DE COMMANDE POUR LES PRESTATIONS DE L'ARTICLE 2.2 DU CCTP.....	11
ARTICLE 10. SOUS-TRAITANCE.....	12
ARTICLE 11. MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	13
ARTICLE 12. PÉNALITÉS.....	15
ARTICLE 13. RÉSILIATION.....	17
ARTICLE 14. ASSURANCE	18
ARTICLE 15. RESPONSABILITÉ.....	18
ARTICLE 16. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	18
ARTICLE 17. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	19
ARTICLE 18. RÈGLEMENT DES LITIGES.....	19
ARTICLE 19. DÉROGATIONS AU CCAG	20

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT

1.1 Objet du contrat – contrat réservé

Le présent contrat a pour objet l'entretien des espaces verts du domaine de Chaalis dans le cadre d'un chantier d'insertion professionnelle.

Le titulaire se réfère au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) pour connaître le descriptif des prestations.

Il s'agit d'un contrat réservé en application des articles L 2113-12 à L 2113-14 du Code de la commande publique (CCP).

En application desdits articles, les candidats admis à répondre à la consultation portant sur le présent contrat sont :

- ☒ Entreprise adaptée ([article L. 5213-13](#) du code du travail) ou structures équivalentes
- ☒ Etablissement et service d'aide par le travail ([articles L. 344-2 et s.](#) du code de l'action sociale et des familles) ou structures équivalentes
- ☒ Structures d'insertion par l'activité économique ([article L.5132-4](#) du code du travail) ou structures équivalentes

Les entreprises de l'économie sociale et solidaire ([article 1^{er}](#) de la loi 2014-856 du 31 juillet 2014) ou structures équivalentes (sauf marché de défense ou de sécurité) traitées aux articles L 2113-15 à L 2113-16 du Code de la commande publique ne sont pas admises à répondre à la présente consultation. En effet, les prestations du présent contrat ne portent pas exclusivement sur des services sociaux et autres services spécifiques de l'annexe 3 du Code de la commande publique et la durée du contrat est supérieure à trois (3) ans.

De ce qui précède, les candidats ne figurant pas dans les catégories susmentionnées seront écartées de la consultation et ne se verront pas attribuer le contrat.

1.2 Décomposition de la consultation

La consultation n'est pas allotie dans la mesure où il n'est pas possible de distinguer différentes prestations pouvant donner lieu à allotissement.

1.3 Mode de passation

La procédure est adaptée en application des articles L.2123- 1 et R.2123-1, 4 et 5 du code de la commande publique.

En application de l'article R2112-2 du Code de la commande publique, le contrat concerne des prestations de services. Les stipulations du CCAG – fournitures courantes et services (FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 s'appliquent.

1.4 Forme du contrat

Le contrat revêt la forme d'un accord cadre mono attributaire à bons de commande conclu à prix unitaires sans montant minimum avec un montant maximum annuel en application des articles L2125-1 ; R2162-4-2° ; R2162-13 à R2162-14 et R2191-16 à R2191-19 du Code de la commande publique.

L'exécution des prestations se fait au fur et à mesure de l'émission des bons de commandes. Les prix sont alors appliqués aux quantités réellement exécutées dans le respect des maximum annuels suivants :

Période d'exécution	Montant maximum en euros HT	Montant maximum en euros TTC
1 ^{ère} période	25 000 €	30 000 €
2 ^{ème} période	25 000 €	30 000 €
3 ^{ème} période	25 000 €	30 000 €
4 ^{ème} période	25 000 €	30 000 €
Total sur 4 ans	100 000 €	120 000 €

1.5 Durée du contrat

Le contrat est conclu pour une durée de deux (2) ans à compter de sa date de notification au titulaire. Il pourra être reconduit une (1) fois tacitement, pour une durée de deux (2) ans. Il est conclu pour une durée maximale de quatre (4) ans (toutes reconductions comprises). Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

En cas de non-reconduction, l'Institut de France informe le titulaire de sa décision par courrier recommandé avec accusé de réception au plus tard trois mois avant la date d'échéance de la période d'exécution en cours.

1.6 Délai d'exécution

Le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification au titulaire sauf si le bon de commande prévoit une date différente. Le(s) délai(s) d'exécution pourra(ont) être précisé(s) sur le bon de commande. Les bons de commande ne pourront être émis que jusqu'au dernier jour d'exécution du contrat. Ils pourront être exécutés jusqu'à trois (3) mois au plus tard, au-delà du terme du contrat. Aucun bon de commande dont l'exécution dépasse la durée de trois (3) mois au-delà du terme du contrat ne pourra être notifié au titulaire par l'Institut. Le titulaire se conforme aux stipulations de l'article 9.2 du présent CCAP.

1.7 Lieux d'exécution

Le contrat est exécuté sur le domaine de Chaalis, 60300 Fontaine-Chaalis.

Le titulaire se réfère strictement aux CCTP pour connaître les lieux exacts d'exécution.

1.8 Variantes facultatives

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.9 Prestations similaires

En application des articles R2122-7 et R2194-1 du Code de la commande publique, l'Institut de France pourra passer un contrat sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire. La durée pendant laquelle les nouveaux accords cadre peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent contrat.

1.10 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet

1.11 Tranches

Le présent contrat ne fait pas l'objet d'un fractionnement en tranches au sens des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique.

1.12 Clause de réexamen

Le contrat pourra être modifié par avenant en application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique et de l'article 25 du CCAG-FCS.

ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES

Le contrat est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E) ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) valant Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E) ;
- Les actes modificatifs du contrat (avenant ...) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) ;
- Le cahier des charges techniques particulières (C.C.T.P) ;
- Le mémoire technique du titulaire (en ce qu'il ne contredit pas les documents susmentionnés).

Seuls les documents conservés dans les archives de la personne publique font foi.

Pièces générales :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G- FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Ce document n'est pas joint au présent contrat mais est réputé être connu par le titulaire. Il est consultable sur le site de Légifrance.

- Les normes françaises homologuées et les normes applicables en vigueur en France en vertu d'accords internationaux.

ARTICLE 3. INTERLOCUTEURS

3.1 Représentant de la personne publique/ Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est :

L'Institut de France

23 quai de CONTI
75 006 PARIS

Représenté par son Chancelier

Le **Domaine de Chaalis** (Fondation Jacquemart-André) assure le suivi de l'exécution des prestations définies dans le CCTP. Ses interlocuteurs sont :

- L'administrateur général du domaine de Chaalis
alexis.dekermel@chaalis.fr
- L'équipe d'entretien des bâtiments et des jardins
roland.lebarbe@chaalis.fr

3.2 Représentant du titulaire

Un interlocuteur unique, responsable de la coordination et du suivi du contrat, est nominativement désigné par le titulaire dans son offre (il s'agit du mandataire en cas de groupement d'entreprises). Cet interlocuteur unique doit être en mesure d'informer le référent de l'Institut de France sur l'état d'avancement des prestations réalisées et toutes autres renseignements relatifs à l'exécution du contrat. Il est habilité à représenter le titulaire auprès de l'Institut de France pour les besoins du contrat.

ARTICLE 4. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4.1 Obligations de résultat :

Le titulaire est soumis à une obligation de résultats.

En cas d'inexécution, de mauvaise exécution ou de retard dans l'exécution de ces obligations, le titulaire peut se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 12 du présent CCAP.

Le titulaire s'engage à exécuter ses prestations conformément aux stipulations de tous les documents contractuels du contrat.

À cet effet, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser une prestation qui se révélerait non conforme à ses exigences dans l'exécution du contrat.

4.2 Obligations de moyen :

Pour l'ensemble des prestations objet du présent contrat, le titulaire s'engage à tout mettre en œuvre pour atteindre son objectif.

Le Titulaire du contrat s'engage :

- À se conformer aux moyens humains et matériels décrits dans son mémoire technique ou à une autre organisation validée par le pouvoir adjudicateur. Dans le cas où il modifierait ces moyens, il en aviserait par écrit ce dernier. Pour effectuer sa mission, le titulaire met en œuvre les moyens matériels (fournitures, outillage, équipements) nécessaires à la parfaite exécution des prestations et prend à sa charge tous les frais logistiques nécessaires à l'accomplissement de sa mission conformément aux CCTP. Le titulaire met également en œuvre les moyens humains nécessaires à la parfaite exécution des prestations. Il est responsable du personnel qu'il a désigné pour la réalisation des prestations. Le personnel du titulaire demeure à tous égards le salarié de ce dernier (législation du travail, sécurité au travail, congés payés, déplacements, etc.) ;
- À exécuter le présent contrat avec un personnel qualifié et formé pour l'exécution des tâches qui lui seront confiées (travail en hauteur, outils informatiques professionnels, etc.), ainsi qu'à fournir et à utiliser lors de ses interventions les équipements de protection individuelles adaptées et propres ;

- À se conformer aux contraintes particulières régissant le domaine de Chaalis et ses locaux de destination (locaux ouverts au public, présence de chantiers, règlement intérieur, règles de sécurité, agrément du personnel...).

4.3 Obligation de conseil et d'information :

Le titulaire doit conseiller et alerter le pouvoir adjudicateur s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un échange écrit mentionnant les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Par ailleurs, le titulaire est tenu de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

4.4 Obligation de confidentialité :

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

4.5 Obligation de mesures de sécurité :

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité du musée ; elle devra également respecter le règlement intérieur dans les cas où les prestations sont réalisées au musée. Les personnes relevant du titulaire pourront porter un badge d'identification. Elles respectent toute consigne de sécurité adressée par les agents de sécurité du site.

ARTICLE 5. PRIX

5.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Le contrat est conclu à prix définitifs et révisables.

Les prix sont indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

5.2 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG-

FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

5.3 Modalités de révision des prix

Les prix du contrat sont révisibles suivant les modalités décrites au présent article.

Les prix initiaux du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre. Ce mois est appelé "mois zéro ou m0". En cas de négociation, ce mois est celui de la remise de l'offre finale du titulaire. Dans tous les cas, la date de signature de l'acte d'engagement par le titulaire est considérée comme le mois "mois zéro ou m0".

Les prix notifiés s'appliquent durant la première année d'exécution du contrat.

Les prix sont ensuite révisés à la date anniversaire du contrat (date de notification). Ils sont révisés annuellement à cette date anniversaire jusqu'à la fin du contrat. Il n'y aura pas de révision provisoire.

Le titulaire s'engage à transmettre au pouvoir adjudicateur, un bordereau de ses prix révisés au plus tard un mois avant la date anniversaire du présent contrat. A défaut, les prix non révisés seront appliqués pour une année supplémentaire jusqu'à la date de la prochaine révision.

Les prix sont révisés en application de la formule suivante :

- Pour la première année : $Pr = Pm0 [0,85^* (Imr / Im0) + 0,15]$
- Pour les années suivantes : $Pr = Pn-1 [0,85^* (Imr / In-1) + 0,15]$

Selon les dispositions suivantes :

- Pr : prix révisé ;
- Pm0 : pour la première année, prix initial proposé par le titulaire dans son offre finale (prix établi par le titulaire au mois m0).
- Pn-1 : A partir de la deuxième année, prix révisé de l'année précédente pour les révisions suivantes.

L'indice utilisé est le suivant : INSEE EV4

- Imr : valeur connue de l'indice I au mois de révision à savoir, un mois avant la date anniversaire (date de notification) du contrat ;
- Im0 : pour la première année, valeur connue de l'indice I au mois de la date de dépôt de l'offre finale par le titulaire ;
- In-1 : pour les années suivantes, valeur connue de l'indice I au mois de la date d'anniversaire de l'accord-cadre de l'année précédente.

Source des données : INSEE

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. Dans le cas où un indice ne serait plus publié par les services éditeurs de statistiques (INSEE, etc.) pendant la durée du contrat mais qu'un indice de substitution serait mis en place, le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviennent de ce changement par un commun accord.

Nota bene : Seuls les bons de commandes émis après la date anniversaire du contrat pourront être facturés aux prix révisés.

Clause de butoir : l'évolution du prix sera limitée à une augmentation annuelle maximum égale à 1 % (les 1% se calculent sur la somme de l'ensemble des prix unitaires) ;

Clause de sauvegarde : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité pour le titulaire, la partie non exécutée du contrat à la date d'application des prix révisés lorsque l'augmentation issue de la révision de ces prix est supérieure à une augmentation annuelle maximale égale à 1 % (les 1% se calculent sur la somme de l'ensemble des prix unitaires).

5.4 Avance

Sauf renonciation expresse du Titulaire à l'acte d'engagement, une avance est accordée dans les conditions fixées aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique et à l'article 11 du CCAG/FCS concernant l'option B, lorsque le montant du contrat est supérieur à 50 000 € HT et que leur délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Le montant de l'avance est fixé à 20% du montant initial toutes taxes comprises du contrat, lorsque leur durée est inférieure ou égale à douze (12) mois. Si cette durée est supérieure à douze (12) mois, l'avance est égale à 20% d'une somme égale à douze (12) fois le montant mentionné ci-dessus divisé par ladite durée exprimée en mois.

Conformément à l'article 8 du décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022, il est appliqué les dispositions de l'article R 2191-7 1° du Code de la commande publique disposant que lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 30%.

Le montant de l'avance n'est soumis à aucune clause de variation de prix.

L'avance est également accordée pour chaque bon de commande remplissant les conditions susmentionnées.

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Il s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant toutes taxes comprises du contrat ou du bon de commande. Son remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du contrat ou du bon de commande.

L'avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du contrat, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

ARTICLE 6. MODALITÉS D'EXÉCUTION

6.1 Fournitures, matériels et matériaux à la charge du titulaire

Les fournitures, matériels et matériaux utilisés sont de première qualité et exempts de tout défaut pouvant mettre en cause la qualité des prestations.

Les fournitures, matériels et matériaux nécessaires à la réalisation des prestations sont à la charge exclusive du titulaire du contrat qui ne refacturera aucun supplément de prix à l'Institut de France dans la mesure où ils devront être compris dans le prix du contrat.

Ces derniers seront adaptés aux objectifs et impératifs du pouvoir adjudicateur.

En ce sens, le choix et l'usage des fournitures, matériels et matériaux devra recevoir l'aval préalable de l'Institut de France avant tout début d'intervention ; à défaut, l'Institut de France se réserve la possibilité de ne pas accepter les prestations réalisées et, le cas échéant, d'engager la responsabilité du titulaire.

6.2 Membre de l'équipe dédiée en charge des prestations

Lorsque le mémoire technique du titulaire prévoit que les prestations peuvent être réalisées par plusieurs intervenants potentiels, il est entendu que le pouvoir adjudicateur est en droit d'exiger que la réalisation d'une prestation confiée au titulaire soit réalisée par une personne en particulier.

Le choix de cette personne sera alors communiqué au titulaire.

En ce sens, lorsque aucun choix n'est communiqué au titulaire, celui-ci est libre de faire intervenir la personne de son choix sous réserve que celle-ci soit membre de l'équipe dédiée et habilitée à la réalisation des prestations.

Lorsque le pouvoir adjudicateur indique expressément l'intervenant souhaité pour une prestation particulière, le titulaire s'engage à respecter ce choix. À défaut, le titulaire encourt les pénalités spécifiques fixées dans le présent CCAP.

ARTICLE 7. VÉRIFICATION ET ADMISSION

7.1 – Opérations de vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées conformément aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

Les opérations de vérification sont les suivantes :

- Vérification de la bonne exécution des prestations de par le constat de la conformité des prestations fournies avec les stipulations du CCTP et le mémoire technique du titulaire.

A ce titre, pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de procéder à des contrôles de l'exécution des prestations sur les lieux d'exécution des prestations, le cas échéant. Ces contrôles permettent de vérifier que les prestations sont exécutées conformément aux spécifications du contrat.

Les visites et le suivi de contrôle dans les lieux d'exécution des prestations sont indispensables et permettront au pouvoir adjudicateur de donner son avis sur les problèmes techniques rencontrés et tout autre sujet qui pourrait apparaître durant l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à fournir tout document et tout renseignement indispensable à l'exécution de ce contrôle.

Dans tous les cas, il avise dès qu'il en a connaissance le pouvoir adjudicateur de tout événement de nature à empêcher le déroulement de l'opération de contrôle, le cas échéant.

7.2 – Décisions après vérifications

A l'issue des opérations de vérification, au vu des constatations de service faites in situ et des comptes rendus d'interventions éventuels, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du contrat. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de vingt-cinq jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

ARTICLE 8. GARANTIE DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 33 du CCAG-FCS, Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une reprise qui lui est demandée est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après consultation du titulaire.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le pouvoir adjudicateur.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

ARTICLE 9. EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Les prestations à prix unitaires sont sujettes à l'émission, préalable à leur exécution, d'un devis de la part du Titulaire puis d'un bon de commande de la part du pouvoir adjudicateur.

Ainsi, avant l'émission de chaque bon de commande, le Titulaire émet gratuitement pour le pouvoir adjudicateur, et à la demande de ce dernier, un devis qui devra mentionner les informations suivantes :

- les coordonnées complètes du Titulaire,
- les références (le numéro et l'objet) du contrat,
- la désignation technique exacte des prestations envisagées,

- la quantité de prestations envisagée,
- le délai d'exécution/de livraison,
- le lieu de livraison et/ou d'exécution des prestations,
- les prix unitaires H.T. tels qu'ils figurent dans le BPU,
- le montant total H.T,
- le montant total T.T.C,
- la date du devis ;
- la signature du Titulaire

Les bons de commande du pouvoir adjudicateur comprennent les indications suivantes :

- les coordonnées complètes du Titulaire,
- la référence du contrat,
- la désignation des prestations commandées ou la référence au devis,
- le devis établi par le Titulaire et accepté ou corrigé par le pouvoir adjudicateur,
- le délai d'exécution/de livraison,
- les prix unitaires H.T,
- le montant total H.T,
- le montant total T.T.C,
- la date du bon de commande.

Les bons de commande peuvent être adressés par le pouvoir adjudicateur au titulaire pendant les jours et heures ouvrés, du lundi au vendredi, par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine. En cas d'envoi par courrier électronique, le titulaire doit accuser réception dans le délai maximum de 48 heures ouvrées par retour de mail. Le rapport de transmission automatique ou l'accusé de réception électronique du pouvoir adjudicateur fait foi en cas de contestation.

Un bon de commande émis peut être annulé par la notification d'un nouveau bon de commande rectificatif ou par tout moyen écrit indiquant cette annulation. Le Titulaire sera uniquement rémunéré pour la part des prestations effectivement réalisées dans les conditions prévues à l'article 11 du présent CCAP.

Les prestations à bons de commande sont rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant dans le « BPU ».

ARTICLE 10. SOUS-TRAITANCE

Les dispositions des articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique ainsi que de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance s'appliquent.

Le titulaire peut, en cours d'exécution du contrat, sous-traiter certaines parties de ses prestations, à condition d'avoir obtenu de l'Institut de France, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Il est précisé que les contrats de sous-traitance sont soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent contrat. En aucun cas, ils ne peuvent être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent contrat, le Titulaire

restant responsable des interventions de ses sous-traitants et de l'exécution de son contrat, même s'il en sous-traite une partie.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet à l'Institut de France (ou lui adresse par lettre recommandée avec AR) une déclaration de sous-traitant (formulaire DC4), dans laquelle sera précisé notamment les prestations dont la sous-traitance est envisagée et le montant correspondant - remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire.

La déclaration de sous-traitance sera accompagnée des pièces suivantes :

- des formulaires DC1 et DC2 (accompagné des renseignements demandés au titre de la candidature et précisés dans le RC) ;
- d'une attestation d'assurance en cours de validité ;
- d'un extrait KBIS datant de moins de 3 mois ;
- d'un RIB.

L'acceptation d'un sous-traitant est en effet subordonnée à la production par ce dernier, de l'ensemble des justificatifs exigés du titulaire lors du dépôt de sa candidature telles que précisés dans le règlement de consultation.

Aucune prestation ne pourra être réalisée par le sous-traitant avant son agrément par l'Institut de France. Aucun paiement direct du sous-traitant ne pourra avoir lieu en l'absence d'agrément par l'Institut de France.

La personne publique doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou certificat de cessibilité), elle est réputée avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Lorsque le Titulaire fait intervenir une entreprise extérieure sous-traitante agréée, il prend toutes dispositions pour assurer la coordination de l'intervention. Le titulaire demeure personnellement responsable du respect des dispositions du contrat par le sous-traitant.

ARTICLE 11. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Les stipulations de l'article 11 du CCAG/FCS s'appliquent sauf dans les cas où le présent article y déroge.

11.1 – Modalités de paiement

Le règlement des prestations est effectué par acompte conformément aux modalités définies au présent article 11. Il a lieu à compter de la date de réception de la facture correspondante aux prestations et après constatation du service fait.

11.2 – Acomptes

Le versement d'acomptes ne pourra intervenir que pour les prestations dont le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois. Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution pourront faire l'objet d'acomptes dont le montant ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le versement de l'acompte est alors subordonné à la vérification par le pouvoir adjudicateur de la prestation effectuée, dans les conditions des articles 7 et 11.1 du présent CCAP.

Les prestations réalisées par le titulaire feront l'objet de demandes de paiement.

En cas de cotraitance et/ou de sous-traitance avec paiement direct du sous-traitant, seul le Titulaire ou le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement et à accepter les factures ; seules les réclamations formulées ou transmises par ses soins sont recevables.

Les prestations seront rémunérées dans les conditions définies ci-dessous :

Pour les prestations unitaires sur bon de commande (BPU)

- Les prestations sont réglées à la fin de l'exécution des prestations objet du bon de commande.

11.3 – Présentation des factures

Le titulaire du contrat et en cas de groupement, le mandataire seul envoie la demande de paiement de l'acompte conformément aux modalités définies ci-dessus. Le cas échéant, il joint la copie des factures du ou des sous-traitants directs acceptées ou rectifiées par ses soins le cas échéant.

La transmission des factures s'effectue au moyen du portail de facturation Chorus Pro, accessible gratuitement via le lien internet suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

La transmission électronique est obligatoire pour toutes les factures adressées à une personne publique dans le respect du cadre défini par les articles L2192-1 à 7 et D2192-1 à D2192-3 du Code de la commande publique ainsi que de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique modifié par l'arrêté du 14 décembre 2021.

Les factures comporteront les informations suivantes :

- les noms, n° Siret et adresse du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date de notification du contrat et de chaque éventuel avenant ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la nature de la prestation exécutée ;
- la date d'exécution de la prestation ou de réception du livrable ;
- le montant hors TVA de la prestation exécutée ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations exécutés.
- en cas de groupement conjoint ou de groupement solidaire pour lequel les prestations sont réglées individuellement, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter obligatoirement les informations suivantes :

- le n° du contrat : se référer à la page 1 du présent document
- le numéro d'engagement ; transmis après notification
- l'identifiant CHORUS du titulaire ;

- La mention : Domaine de Chaalis
- Le numéro SIRET de l'Institut de France (Identification) : 18004404200018 ;
- Le code de service : FONDATION.

11.4 – Délai global de paiement :

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement, conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires conformément à l'article 11.7 du CCAP.

11.5 – Paiement des cotraitants :

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12 CCAG-FCS.

11.6 – Paiement des sous-traitants :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11.7 – Intérêts moratoires :

Le défaut de paiement dans les délais prévus à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, aux articles L2192-12 à L2192-14 et R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

ARTICLE 12. PÉNALITÉS

12.1 Principes

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalités. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, elles sont applicables de plein droit avec ou sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement des dites pénalités.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités encourues n'est pas plafonné, il sera déduit de la facture ou de la demande d'acompte correspondante.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités ne donnent pas lieu à exonération au bénéfice du titulaire et leur montant est forfaitaire en euros HT, par jour calendaire, par heure constatée ou manquement le cas échéant.

Toutes ces pénalités du présent article sont cumulatives.

Dans le cadre de l'exécution de son contrat, le titulaire s'expose à l'application des pénalités suivantes :

12.2 Pénalités de retard

En cas de non-respect de tout délai définit tel que mentionné dans les pièces constitutives du contrat et du bon de commande, le titulaire s'expose à des pénalités de retard équivalentes à 150 € par jour calendaire de retard.

12.3 Autres Pénalités

12.3.1 – Absence aux réunions

Pour toute absence aux réunions organisées pour l'exécution des prestations, d'un représentant susceptible de prendre une décision, le titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire de 100 €.

Le titulaire sera informé de ce type de réunion au minimum 4 jours calendaires avant ladite réunion.

12.3.2 – Non-respect des règles en matière d'hygiène et de sécurité

En cas de non-respect des règles qui lui sont opposables, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire pour tout non-respect d'une mesure sociale en matière d'hygiène et sécurité de 150 €.

12.3.3 – Non-respect du choix de l'intervenant désigné par le pouvoir adjudicateur

En cas de non-respect, par le titulaire, du choix du pouvoir adjudicateur quant à la désignation du membre de l'équipe dédiée en charge des prestations relevant d'un lot suivant l'article 6.2 du présent CCAP, le titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire de 150 €.

12.3.4 - Pénalités pour manquement aux engagements du prestataire

Le Titulaire s'engage à respecter sa méthodologie générale d'exécution, ainsi que les moyens et procédés décrits dans son offre.

Une pénalité forfaitaire de 150 €, avec mise en demeure préalable, sera appliquée pour chaque dysfonctionnement constaté ne mettant pas en péril l'exécution de la prestation mais traduisant un niveau moindre de qualité des prestations comparativement aux documents que le candidat a communiqués et aux engagements qu'il a présentés dans le cadre de son offre.

12.3.5 - Pénalité pour non-respect du Code du travail

Le Titulaire du marché qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail encourt des pénalités égales à 10 % du montant du contrat, par manquement constaté. Ces pénalités ne peuvent excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail. Seule cette pénalité est appliquée avec mise en demeure préalable.

12.4 Exécution aux frais et risques du titulaire

Dans le cas où le titulaire ne serait pas en mesure d'assurer tout ou partie des prestations dans le délai imparti ou s'il ne se conforme pas aux dispositions du présent contrat et/ou à celles des bons de commande, le pouvoir adjudicateur pourra s'adresser, aux frais et risques du titulaire, au prestataire de son choix, après mise en demeure préalable du titulaire.

S'il en résultait une différence de prix au détriment du pouvoir adjudicateur, cette différence serait mise de plein droit à la charge du titulaire défaillant et imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué à son profit.

Le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations du présent contrat aux frais et risques du titulaire en cas de résiliation du contrat au tort du titulaire. Il l'indique expressément dans la décision de résiliation.

ARTICLE 13. RÉSILIATION

Les conditions de résiliation du présent contrat sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le contrat selon les stipulations prévus aux articles L.2195-2 et L.2195-1 à 6 du code de la commande publique et selon les dispositions de l'article 41 du CCAG/FCS.

En cas d'inobservation d'une clause du contrat, de manquement manifeste ou de faute du titulaire (notamment en cas de non-respect des stipulations de l'engagement de confidentialité), le pouvoir adjudicateur peut résilier le contrat sans indemnité et sans préavis aux torts du titulaire. Le principe du droit à paiement acquis ne s'applique pas dans ce cas de figure.

Si le titulaire contrevient aux obligations relatives à la sous-traitance, il lui est alors notifié une mise en demeure de s'y conformer. En l'absence de mise en conformité dans le délai de quinze (15) jours, la résiliation est prononcée aux torts du titulaire.

Dans tous les cas de résiliation, le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours d'exécution avant la date de résiliation. De plus, en cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu à l'exécution du marché aux frais et risques du titulaire comme il est précisé à l'article 45 CCAG/FCS.

La résiliation quel qu'en soit le motif et notamment par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, ne donne droit au versement d'aucune indemnité.

Le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations du présent contrat aux frais et risques du titulaire en cas de résiliation du contrat au tort du titulaire. Il l'indique expressément dans la décision de résiliation.

ARTICLE 14. ASSURANCE

Le titulaire doit justifier qu'il est couvert par une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par et pendant l'exécution des prestations. Il en est de même pour son(ses) sous-traitant(s).

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature qui pourraient être causés aux biens de l'Institut de France ou non, de son fait, de celui de son personnel et de ses biens en cas de faute ou de malveillance de sa part.

À tout moment durant l'exécution du contrat, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. Par ailleurs, le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

ARTICLE 15. RESPONSABILITÉ

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement à son personnel ou à des tiers ainsi qu'à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, peut être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait du pouvoir adjudicateur. De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

En cas de sous-traitance du contrat, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci. En cas de difficulté ou de mauvaise exécution des prestations, objet du présent contrat, le titulaire rend compte à l'Institut de France sous cinq jours ouvrés à compter de la demande, des raisons qui ne lui ont pas permis d'assurer la bonne conduite du contrat. Il présente les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

ARTICLE 16. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du contrat est l'euro. Le prix exprimé en euro à l'acte d'engagement restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

ARTICLE 17. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur.

Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du contrat.

En cas de redressement judiciaire, le Maître d'ouvrage adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du contrat, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du contrat est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du contrat, dans les conditions de l'article L.641-10 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du contrat est prononcée.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du contrat est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du contrat, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 18. RÈGLEMENT DES LITIGES

Conformément aux articles R.2197-1 et suivants du code de la commande publique, en cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le comité consultatif interdépartemental de Paris de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi, soit par le titulaire du contrat, soit par le pouvoir adjudicateur.

À défaut du règlement amiable, le litige est porté devant le :

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00 / Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

ARTICLE 19. DÉROGATIONS AU CCAG

- L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 30.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 11 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCAP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

En cas de conflit entre les stipulations du présent CCAP et du CCAG ou de toute autre pièce générale applicable au présent contrat, les stipulations du présent CCAP font seules foi.

Fin du document